

serait peut-être préférable de laisser les idéalistes prendre la direction des affaires." Je souhaite qu'on réussisse à éliminer deux mots du vocabulaire de l'avenir: apaisement et réaliste.

Des VOIX: Très bien.

L'honorable Mme WILSON: La semaine dernière, j'ai reçu de mon fils une lettre dans laquelle il me dit ce qui suit:

J'espère sincèrement que la guerre actuelle sera la dernière, maintenant que j'ai vu les milliers de tombes creusées par la présente et aussi par la dernière. Il est bien certain que nous pouvons nous passer de la guerre à l'avenir.

Le *Citizen* du 9 avril reproduisait un article de l'*Observer*, de Londres, intitulé "Réalisme". J'en ai trouvé la lecture plutôt troublante. D'après l'auteur, le point saillant du projet de Dumbarton-Oaks est le suivant:

...un refus au grand jour et à l'avance d'assurer la sécurité contre les seuls cas d'agression qui probablement menaceront sérieusement la paix du monde: agression par une grande puissance, ou agression par une petite qui pourra compter sur l'appui de l'une des grandes puissances. Dans les deux cas, la grande puissance coupable a, aux termes du projet, le droit reconnu de s'opposer à toute intervention du Conseil de sécurité. Si cette nouvelle loi avait été valide en 1935, l'Italie, à supposer qu'elle eût été rangée dans la catégorie des grandes puissances, aurait eu le droit de s'opposer tout simplement aux sanctions contre son agression en Abyssinie.

On dit de la Société des Nations qu'elle a été un fiasco. Au cours d'une période de vingt-deux années, elle a réglé trente-six différends d'ordre politique, et n'a semblé échouer ouvertement que dans les grandes crises, notamment celles qui concernaient la Mandchourie et l'Ethiopie. Les grandes puissances n'ont pas eu recours aux moyens que la Société mettait à leur disposition, ou n'y ont eu recours qu'en partie et sans grande conviction.

Dans son discours bien étayé, l'honorable sénateur d'Inkerman (l'honorable M. Hugessen) a déclaré que, tandis qu'aujourd'hui le Conseil de sécurité semble d'importance primordiale, au cours des années qui vont suivre, les sections sociales et économiques des propositions de Dumbarton-Oaks le seront de plus en plus et que c'est sur ces sections que repose tout espoir de paix dans le monde. Je puis dire que tout récemment encore, en septembre dernier, Winston Churchill a déclaré que rien n'aurait donné lieu au présent conflit si les nations qui faisaient partie de la Société avaient su respecter fidèlement les engagements qu'elles avaient contractés.

Il semble difficile aujourd'hui de croire qu'il y a à moins de cent vingt ans que les agents de police ont fait leur apparition dans les rues de Londres. L'absence de moyens de

protection des citoyens était si grave que sir Robert Peel décida enfin qu'il fallait faire quelque chose, et, en dépit d'une forte opposition dans les deux Chambres du Parlement, il réussit à faire adopter un bill créant une force policière. Au début, les membres de cette force furent l'objet de l'opprobre et du ridicule, mais ils réussirent si bien à faire respecter les lois et l'ordre que leurs services ne tardèrent pas à être appréciés et que le "bobby" devint une véritable institution. Nous savons qu'aujourd'hui, en Angleterre, un agent de police sans arme exerce une plus grande autorité que l'agent de police ou le gendarme armé des autres pays.

Durant les années qui se sont écoulées depuis la dernière grande guerre, grâce aux organismes internationaux établis après la conférence de Paris, les gouvernements des divers pays, de même que les citoyens des différentes nationalités et races, ont appris à travailler de concert pour le bien de tous et ont posé les bases de la coopération future. L'Organisation internationale du Travail nous offre peut-être le plus bel exemple de cette coopération, car nous y voyons les représentants des gouvernements, des patrons et des employés qui se réunissent pour discuter et, dans bien des cas, résoudre leurs problèmes. L'Organisation indépendante du Travail, établie en conformité de l'article 23 du Pacte de la Société des Nations, a fait accepter soixante-sept accords internationaux qui assurent de meilleures conditions de travail à tous les habitants du monde.

Les réalisations de la division de l'hygiène ont été remarquables, mais je n'en dirai qu'un mot ici. L'usage de plus en plus grand des sérums dans le traitement de plusieurs sortes de maladies a rendu nécessaire l'établissement d'un étalon international. Par l'intermédiaire de la Commission des Etalons, à Genève, on a établi une unité internationale afin qu'une unité d'insuline, par exemple, soit la même dans tous les pays de l'Europe qu'aux Etats-Unis ou au Canada. Au mois de mai 1944, le docteur Frank G. Boudreau, ancien président de l'Association de la Société des Nations aux Etats-Unis, disait:

Lorsque le Service de renseignements épidémiologiques de l'Organisation de l'hygiène battait son plein, vers 1937, il recevait de pays représentant plus de 90 p. 100 de la population du globe des rapports réguliers sur la fréquence et le mouvement des maladies épidémiques. Après la guerre, ce système,—et à la vérité toutes les autres sphères d'activité de l'Organisation d'hygiène de la Société,—devront être étendus et perfectionnés afin que les récents et rapides progrès dans le domaine de la science médicale soient utilisés par la grande famille des nations en vue de libérer enfin l'humanité des fléaux qui l'ont assailli pendant des siècles.